



Lettre n° 247 du 3 juillet 2022

Au sommaire :

- **Ukraine, Russie, OTAN, les peuples pris au piège sanglant des rivalités et de la concurrence capitalistes** - Galia Trépère
- **Le combat pour le droit des femmes à disposer de leur corps, à l'avortement, un combat de toutes et tous contre l'offensive réactionnaire capitaliste** - Isabelle Ufferte

## **Ukraine, Russie, OTAN, les peuples pris au piège sanglant des rivalités et de la concurrence capitalistes**

Ces jours derniers se sont tenus plusieurs sommets internationaux, BRICS, UE, G7 et Otan avec en toile de fond la militarisation accélérée du monde et la guerre de plus en plus meurtrière et absurde de la Russie contre l'Ukraine. Alors que s'ouvrait dimanche dernier en Allemagne un G7 sous haute surveillance policière pour tenir les manifestants à distance, l'armée russe bombardait délibérément, assez loin de la ligne de front, des cibles civiles dont un centre commercial très fréquenté à Krementchouk, faisant des dizaines de morts. Une réponse terroriste de Poutine aux chefs d'État du G7 réunis sous la direction de Biden pour accentuer les pressions diplomatiques, économiques et militaires contre la Russie, alors que ses troupes ont dû se retirer d'une grande partie de l'Ukraine pour se concentrer dans la région du Donbass et de la Mer Noire.

Depuis la fin mai, d'intenses tractations diplomatiques sous la houlette des États-Unis ont eu pour objectif de resserrer les alliances contre la Russie et de soutenir militairement l'Ukraine. Depuis le début de l'agression russe, le 24 février dernier, les États-Unis ont envoyé à l'Ukraine plus de 50 milliards de dollars d'équipements militaires, chars, blindés, hélicoptères, drones, missiles bien plus sophistiqués que ceux employés par les troupes russes. Fin mai, Biden, en tournée au Japon et en Corée du sud, les alliés des États-Unis en Asie, a promis de défendre militairement Taïwan en cas d'agression de la Chine, un engagement que les États-Unis s'étaient gardés de prendre jusqu'alors. Biden a décidé manifestement de faire monter la tension.

Le 16 juin, la commission des forces armées du Sénat états-unien a approuvé un budget militaire de 817 milliards de dollars en 2023, 45 milliards de plus que ce que Biden avait demandé.

Le 23, un sommet de l'Union européenne décidait d'accepter la demande d'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie. Un geste politique de soutien, symbolique, l'adhésion elle-même pouvant prendre plusieurs années.

L'implication croissante des puissances « occidentales » sous la direction de Biden et de l'Otan contre la Russie, les pressions exercées contre la Chine montrent clairement que la guerre en Ukraine n'est pas le produit de la seule folie du dictateur Poutine. Elle n'est pas un conflit local et isolé, elle s'inscrit dans les préoccupations et les visées stratégiques des États-Unis qui défendent leur hégémonie mondiale en perte de vitesse, l'élargissement de leur influence en Europe pour resserrer leurs alliances en prévision d'un possible affrontement militaire avec la Chine. Les peuples d'Ukraine sont enrôlés dans une guerre par procuration, victimes de l'agression russe et soldats au service des intérêts des puissances occidentales, une guerre qui écrase le droit des peuples comme la démocratie.

### **G7, OTAN, une fuite en avant aveugle qui tend à mondialiser la guerre**

« Ce n'est pas l'Ouest, qui s'oppose au reste du monde, a déclaré Macron lors de la conférence finale du G7 le 28 juin, mais bien le camp de la paix contre le camp de la guerre ». Une vision on ne peut plus mensongère de l'histoire par des puissances qui ont ravagé l'Afghanistan, l'Irak, le Moyen-Orient, y faisant des centaines de milliers de victimes parmi les civils sans parler des exactions de la France en Afrique subsaharienne ou du soutien à l'État d'Israël contre les Palestiniens.

A Madrid les 29 et 30 juin, suivait le sommet de l'Otan, alliance militaire chapeautée par les États-Unis. Les 30 chefs d'Etat qui en font partie ont adopté un nouveau

document stratégique qui fait suite à celui adopté au sommet de Lisbonne en 2010. « *Le monde a fondamentalement changé ces dix dernières années, et la compétition stratégique s'intensifie. Le moment est donc venu de réactualiser le concept stratégique* »<sup>1</sup>, indique le site de l'Otan. Ce « nouveau concept » définit trois menaces qui mettent en danger « *la paix et la stabilité à l'échelle internationale* ». « *La Fédération de Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique* ». Après quoi vient le terrorisme et en troisième position, la Chine. « *La République populaire de Chine, dit le document, affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs* »... « *Le resserrement du partenariat stratégique entre la République populaire de Chine et la Fédération de Russie, ainsi que leurs tentatives, se conjuguant entre elles, qui visent à déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles, vont à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts* »<sup>2</sup>.

Sont ainsi définies, pour les 10 ans à venir, les visées stratégiques du bras armé des Etats-Unis et de leurs alliés.

« *La guerre d'agression que la Fédération de Russie mène contre l'Ukraine, indique le document stratégique, a fait voler la paix en éclats et a profondément bouleversé l'environnement de sécurité. Par son invasion, brutale et illicite, par ses violations répétées du droit international humanitaire, par ses attaques odieuses et par les atrocités perpétrées, la Fédération de Russie a causé d'indicibles souffrances et semé la dévastation. Pour que la stabilité de la zone euro-atlantique soit assurée, il est indispensable que l'Ukraine soit forte et indépendante. Moscou a adopté un mode de comportement agressif envers ses voisins et la communauté transatlantique au sens large* »<sup>3</sup>.

Comme toute propagande, celle-ci s'appuie sur des faits bien réels mais unilatéraux et elle vient justifier le fait qu'il n'y ait aucun compromis possible avec la Russie. C'est bien une guerre longue que l'Otan veut faire mener par procuration à l'Ukraine dans le but de mettre la Russie à genoux, de s'élargir, de poursuivre sa politique de militarisation, et de la faire accepter par les populations.

Son secrétaire général, Stoltenberg, avait annoncé avant même l'ouverture du sommet un renforcement des troupes de l'Otan mobilisables à l'Est de l'Europe, de 40 000 actuellement à 300 000 hommes. Biden l'a confirmé en faisant état d'une présence militaire états-unienne qui « marque l'histoire » en Espagne, en Pologne, en Roumanie, dans les Etats baltes, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie. En Pologne, il s'agirait de l'installation du 5<sup>ème</sup> corps de l'armée américaine.

La France, comme l'a annoncé Macron, ne sera pas en reste. Il s'est engagé à ce qu'elle soit « nation-cadre » de

l'Otan en Roumanie. 1000 soldats français vont s'y installer, alors que 2600 soldats roumains, américains, français, belges, italiens et anglais sont déjà en poste dans une base militaire toute proche de la Mer Noire et de la frontière ukrainienne. La France y envoie un système de défense sol-air Mamba, équivalent des « Patriots » états-unien, un dispositif ultra-moderne composé de radars et de lanceurs de missiles, le tout transporté par 30 camions depuis Mont-de-Marsan.

Enfin un des enjeux de l'Otan était l'adhésion à l'Alliance de la Suède et de la Finlande, un temps bloquée par le veto de la Turquie. « *Je suis ravi d'annoncer que nous avons un accord qui ouvre la voie à l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN* » et qui répond aux « *inquiétudes de la Turquie sur les exportations d'armes et sur la lutte contre le terrorisme* », a déclaré d'après *Le Monde* Stoltenberg. Les grands démocrates de l'OTAN se félicitent que puissent être livrés au pouvoir dictatorial d'Erdogan les militants kurdes du PKK qu'il accuse de terrorisme. La Turquie a accepté de lever son veto en échange aussi de la promesse de livraison d'avions de chasse américains F16, ce que les USA refusaient jusque-là parce qu'elle recevait du matériel militaire russe.

## **La guerre, conséquence du désordre capitaliste, l'aggrave**

La guerre serait, à entendre les dirigeants des puissances occidentales, la cause de tous les maux. Mais la crise alimentaire que la guerre en Ukraine, un des principaux producteurs agricoles de la planète, ne peut manquer d'aggraver était déjà là avant. Elle frappait d'après des statistiques des Nations unies datant de l'automne dernier 3 milliards d'êtres humains qui se demandent le matin ce qu'ils vont pouvoir manger le soir, dont un milliard souffrent en permanence de la faim.

Au G7, plusieurs chefs d'Etat dont Macron ont exhorté les Etats partenaires et le privé à « *rendre la nourriture disponible sans fausser les marchés* », faisant semblant d'ignorer que ces spéculateurs sans scrupules ne sont autres que les groupes capitalistes qu'ils servent à longueur de temps.

Même chose quant aux prix du pétrole et du gaz dont les prix explosent. Macron s'en est pris aux « *spéculateurs qui s'enrichissent* », mais il n'a même pas cité Total-Energie dont les profits déjà faramineux en 2021, 15 milliards d'euros, ont battu de nouveaux records au premier trimestre 22 avec 4,9 milliards de dollars.

Quant à la crise climatique que les pics de chaleur et les catastrophes météorologiques nous ont rappelée ces derniers jours, rien n'est fait ni prévu d'autre que ce qui a déjà échoué et l'Allemagne, le pays le plus dépendant des importations russes en énergie, a même annoncé la remise en route de ses vieilles centrales à charbon.

L'impuissance de ces Etats est proportionnelle à leur rôle, servir les intérêts des multinationales qui pillent le travail et les richesses naturelles de l'humanité dans une foire d'empoigne, une exacerbation effrénée de la concurrence

1 Voir la page du site de l'Otan : <https://www.nato.int/strategic-concept/fr/>

2 [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2022/6/pdf/290622-strategic-concept-fr.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2022/6/pdf/290622-strategic-concept-fr.pdf)

3 idem

qui se prolonge en Europe aujourd'hui sur le terrain militaire et la guerre.

## **Le monde menacé par la folie destructrice et prédatrice du capitalisme**

Au G7 étaient invités l'Inde, l'Afrique du sud, l'Indonésie, l'Argentine et le Sénégal comme l'étaient aussi au sommet de l'Otan les « démocraties » de la région indopacifique, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon, la Corée du sud. Car la volonté des Etats-Unis est d'élargir leur alliance militaire bien au-delà de son champ d'intervention historique. Si les Etats européens n'y sont pas favorables pour l'instant, ils reprennent en chœur cependant les justifications idéologiques qui habillent le militarisme : l'Otan, l'UE, les Etats-Unis seraient le camp des démocraties, de la paix, du droit international face aux dictatures que sont la Chine et la Russie.

Ce n'est qu'une partie du monde qui condamne la guerre menée par la Russie sous l'influence de la propagande guerrière qui joue de l'émotion causée par la vue des souffrances infligées à la population ukrainienne. Une autre partie, beaucoup plus nombreuse, beaucoup plus peuplée, a refusé de voter les sanctions contre la Russie. L'Inde par exemple s'est abstenue de voter le 25 mars dernier la résolution de l'ONU demandant l'arrêt immédiat des hostilités russes contre l'Ukraine et elle n'a pas voulu non plus, le 7 avril, exclure la Russie du conseil des droits de l'homme des Nations unies. La Chine, l'Inde, profitent des exportations de pétrole et de gaz russes et des ristournes que leur fait Poutine. Toute une partie du monde n'a pas oublié les interventions meurtrières des Etats-Unis et de leurs alliés au Moyen-Orient ou en Afghanistan. Et même les monarchies du Golfe persique, Émirats comme Arabie saoudite, des monarchies moyenâgeuses et dictatoriales longtemps inféodées aux Etats-Unis, ne sont plus disposées à obéir de la même façon. Le « monde multipolaire » que prônent la Russie et la Chine leur apparaît aussi séduisant que la tutelle américaine ou l'occasion du moins de marchandages et de négociation de leur place.

C'est pourquoi Poutine a pu intervenir -de façon virtuelle- au sommet des BRICS, le 23 juin. Mis au ban par les pays occidentaux, le président russe a souligné sa volonté de « renforcer les liens » entre les cinq Etats : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. Et le 24 juin, lors d'un « *Dialogue de haut niveau sur le développement global* » rassemblant les dirigeants des BRICS et ceux d'autres pays (Algérie, Argentine, Cambodge, Egypte, Indonésie, Sénégal).

Un sommet du G20, présidé par le chef d'État de l'Indonésie, aura lieu dans ce pays en novembre et il n'est pas dit que les dirigeants de l'Otan ou de l'UE puissent en exclure la Russie.

Pour contrecarrer l'influence internationale que le pouvoir chinois a pu acquérir à travers son programme d'investissements en infrastructures des Routes de la Soie dans des dizaines de pays d'Asie et d'Europe, Biden a annoncé lors du G7 le lancement d'un programme d'infras-

tructures de 600 milliards de dollars en 5 ans dans les pays en voie de développement. De quoi tenter de s'attirer les bonnes grâces non seulement des groupes capitalistes américains ou européens en quête de marchés garantis mais aussi des classes dirigeantes de ces pays qu'il s'agit de gagner aux USA dans la compétition acharnée qu'ils livrent contre la Chine pour ne pas perdre leur position hégémonique mondiale.

## **Ni « campisme » ni « anticampisme », un seul camp, l'intervention des travailleurs et des peuples au mépris des frontières**

Par leur intervention jusqu'au-boutiste dans le soutien à l'Ukraine contre la Russie, les Etats-Unis testent et affermissent la solidité de leurs alliés dans le cadre de leur affrontement avec la Chine, dont la cause première et apparente pourrait être une tentative d'annexion par Pékin de Taïwan, la propagande guerrière trouvant un justificatif dans le droit de la population de Taïwan à disposer d'elle-même. Mais la raison de fond en est non seulement la rivalité entre les deux premières puissances du monde mais la volonté des Etats-Unis de maintenir un ordre mondial qui garantisse leur hégémonie. De la même façon que l'agression russe contre l'Ukraine est utilisée par le camp des puissances de l'Otan au nom du droit des peuples, la politique de Xi Jinping par rapport à Taïwan pourra l'être également contre la Chine.

A l'heure où l'exploitation de toutes les sources possibles de profit, ressources naturelles, travail humain, conquêtes de nouveaux marchés est l'objet d'une véritable foire d'empoigne entre les groupes capitalistes et les États qui servent leurs intérêts, il est pour le moins illusoire d'espérer que le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes puisse être garanti par les prédateurs voraces qui pillent la planète. Comme l'ensemble des droits démocratiques, il ne pourra véritablement exister que grâce à l'intervention des populations exploitées et dominées pour briser le joug des rapaces et instaurer leur pouvoir démocratique pour réorganiser l'économie sur la base de la coopération et de la solidarité pour la satisfaction des besoins de toutes et tous.

Comment croire que la population de l'Ukraine, dont le PIB est devenu un des plus bas d'Europe parce que toutes les richesses y ont été pillées et bradées par des oligarques ukrainiens ou russes ou d'autres capitalistes depuis les années 1990, pourrait disposer librement d'elle-même par une adhésion à l'UE dont une des conditions est certes la fin de la corruption mais pour y imposer la libéralisation totale de l'économie, du droit du travail, la liberté de vendre sans aucune limitation les terres agricoles, par exemple, que réclament tant l'UE que le FMI et qui sont au programme de Zelensky ?

Bien des militants qui avaient une vision campiste de la situation internationale à l'époque de l'URSS, avec ou contre l'URSS, le « bien » étant tout ce qui était contre l'impérialisme états-unien, ont inversé leur vision pour dénoncer aujourd'hui « l'impérialisme russe » au nom de



la liberté et de l'indépendance de l'Ukraine sans mettre en évidence l'interventionnisme de l'Otan, des Etats-Unis et de l'UE qui n'a rien à voir avec les intérêts de la population ukrainienne.

Pas plus que dans le passé ils ne raisonnent du point de vue des intérêts révolutionnaires des exploités. Au lieu de substituer un nouveau « campisme » à l'ancien, alors que les camps en présence, les Etats sont tout aussi brigands les uns que les autres, il y a une troisième voie et c'est la seule issue positive : militer pour débarrasser la société et le monde du système d'exploitation et d'oppression qu'est le capitalisme. Alors bien sûr, une telle politique serait pour certains vouée à l'impuissance, d'autres même ont le cynisme de la dénoncer comme abandonnant les populations d'Ukraine aux sbires de Moscou ! Indignation morale qui invoque la solidarité internationale pour ne pas rompre avec l'opinion officielle nationale qui cimente les partis parlementaires !

Comme s'il existait une autre voie que la préparation ardente de l'affrontement de classe qui mûrit à travers la planète et unit dans un même combat la bataille contre le militarisme, les dépenses d'armement, la lutte contre l'inflation et pour les salaires, la lutte contre la crise économique et écologique à la lutte pour les droits démocratiques, les droits des peuples et la paix.

Nous combattons « l'économie de guerre » de Macron, Johnson, Biden and Co qui brise les peuples tout en combattant pour la paix. Notre solidarité, celle du mouvement ouvrier est pleine et entière avec les populations ukrainiennes et de Russie contre tous ceux qui les dressent les uns contre les autres, les sacrifient à leur soif de pouvoir et de domination. Elle vise, avec nos forces et nos moyens, sans faire la leçon ni être dupes des indignations verbales de la propagande officielle, à œuvrer au renversement de tous ceux qui aujourd'hui veulent perpétuer leur domination réactionnaire sur le monde.

Galia Trépère

---

## **Le combat pour le droit des femmes à disposer de leur corps, à l'avortement, un combat de toutes et tous contre l'offensive réactionnaire capitaliste**

« Le droit à l'avortement, on s'est battu pour le gagner, on se battra pour le garder », « Solidarité avec les femmes du monde entier », « De New York à Paris, avortement libre et gratuit ! », des milliers de jeunes, de femmes et hommes de toutes générations ont manifesté ce samedi dans le pays, en écho et solidarité avec les mobilisations aux USA depuis plus d'une semaine.

Le 24 juin, la Cour suprême américaine, à majorité ultra-conservatrice depuis la nomination par Trump de 3 juges anti-IVG, abrogeait l'arrêt Roe v. Wade. Cet arrêt de 1973, obtenu après de larges mobilisations, garantissait depuis 50 ans le droit à l'avortement sur tout le territoire des USA même si les embuches restaient nombreuses pour beaucoup de femmes.

C'est un profond recul qui frappe en premier lieu les plus démunies, en particulier les afro-américaines et latino-américaines (la moitié des femmes qui souhaitent avorter vivent sous le seuil de pauvreté) et c'est un signal lancé aux réactionnaires du monde entier, un avertissement à toutes les femmes et toutes les opprimées.

Depuis des années, tout ce que les USA comptent de réactionnaires et d'églises s'est mobilisé contre ce droit fondamental, ne reculant devant aucune méthode, de l'obligation faite dans certains Etats aux femmes voulant avorter d'écouter les battements du cœur du fœtus aux interventions musclées devant les cliniques pratiquant des IVG et jusqu'à l'assassinat de médecins. Dans 6 Etats, un seul établissement pratiquait des IVG !

Dès l'abrogation de l'arrêt, huit Etats ont déclaré tout avortement illégal. Le Missouri a été le premier avec une interdiction totale, y compris en cas de viol ou d'inceste. Dans le Kentucky, le Dakota du Sud, la Louisiane, l'avorte-

ment est immédiatement devenu un crime en vertu de lois adoptées par anticipation entre 2005 et 2019. Dans dix autres Etats, des lois identiques s'appliqueront dans un délai d'un mois. Dans d'autres, des lois extrêmement restrictives, antérieures à l'arrêt Roe v. Wade et jamais abrogées depuis 50 ans, s'appliquent à nouveau automatiquement. L'avortement risque ainsi d'être interdit à court terme dans la moitié des Etats, en particulier ceux du Sud et du Midwest. Un quart des 800 établissements qui pratiquaient jusqu'alors légalement des IVG sont menacés. Même les pilules abortives, qui peuvent être prescrites en téléconsultation avec l'accord de l'agence américaine des médicaments, sont remises en cause.

Pour des dizaines de millions de femmes et d'adolescentes américaines, c'est une régression aux conséquences dramatiques et immédiates. Des centaines de milliers d'avortements ne pourront plus être pratiqués que de façon clandestine, pour celles qui parviendront à y avoir accès, avec les risques que cela comporte. Face à cet immense recul, condamné par 67 % des femmes américaines, les manifestations se sont multipliées dans de nombreuses villes et la solidarité s'organise. Des réseaux de femmes se mobilisent pour ouvrir des centres de planning à proximité des frontières des Etats concernés, pour lever des fonds pour aider celles qui devront désormais faire des centaines ou milliers de kilomètres pour avorter. De l'autre côté de la frontière, au Mexique, des féministes s'organisent pour aider les femmes des Etats du sud des USA à continuer à avoir accès à l'IVG par-delà les frontières en organisant des livraisons clandestines de pilules abortives, et certaines mettent en place des « maisons d'accueil » côté mexicain... « C'est le monde à l'envers !

*On croyait que le voisin américain était plus libéral que nous. Beaucoup de Mexicaines allaient même avorter là-bas. Les cliniques ferment maintenant aux États-Unis »* dénonce une militante mexicaine.

La première puissance mondiale a désormais rejoint les pays les plus rétrogrades en matière d'avortement, révélant toute la violence de la domination capitaliste. Celle-ci ne peut se maintenir qu'en intensifiant l'exploitation et en s'en prenant aux droits démocratiques, au prix d'une brutale offensive réactionnaire qui secrète l'arriération la plus crasse. La veille de l'abrogation de l'arrêt *Roe v. Wade*, la même Cour suprême américaine avait ouvert la voie à un nouvel assouplissement de la législation sur le port d'armes en cassant une loi restrictive de l'État de New York, alors même que les mobilisations se sont multipliées face à une nouvelle vague de fusillades meurtrières. Une actualité également marquée par les témoignages produits par la commission d'enquête sur l'assaut du Capitole... qui éclairent s'il le fallait la réalité de la « démocratie » américaine, bien au-delà du personnage de l'homme d'affaires et ex-président Trump qui peut toujours compter sur nombre d'alliés et soutiens.

## Gesticulations et jeu politiques

Les gesticulations d'un Biden, par ailleurs fervent catholique, déplorant « *une erreur tragique* » et appelant à manifester « *pacifiquement [...] dans les urnes* » lors des élections de mi-mandat... révèlent l'impuissance et l'hypocrisie des « Démocrates » qui partagent avec les Républicains la gestion des affaires des classes dominantes dans des institutions taillées sur mesure, là comme ailleurs, pour veiller à la stabilité de leur système.

D'un bout à l'autre de la planète, et en premier lieu dans le cœur battant du capitalisme mondialisé financiarisé, les classes dominantes redoutent les révoltes que leur fuite en avant ne peut manquer de provoquer. C'est cette trouille qui guide leur offensive réactionnaire, dont les femmes sont parmi les premières victimes. Les femmes dont la liberté, l'abnégation, la détermination redoublent la peur des dominants.

C'est cette peur qui pousse les dirigeants internationaux à rivaliser d'indignation et de déclarations enflammées, de Trudeau au Canada parlant de nouvelle « *horrible* » à Elisabeth Borne d'« *un jour sombre pour les droits des femmes* » et qui a amené l'État de New York à annoncer ce week-end vouloir inscrire le droit à l'avortement dans sa constitution.

En France, la présidente du groupe LREM à l'Assemblée, Aurore Bergé, a annoncé la semaine dernière le dépôt d'une proposition de loi pour inscrire « *le respect de l'IVG* » dans la Constitution. Nupes a en suivant invité « *tous les députés hors RN* » à cosigner une proposition de loi constitutionnelle dans le même sens... ne craignant pas de s'adresser, principe « républicain » oblige, aux Ciotti et autres féministes et progressistes amis des Darmanin, Abad et consorts du camp LR et Ensemble ! Des élus Nupes d'autant moins regardant que dans la précédente

mandature 100 élus LREM avaient voté contre de tels amendements dont Attal, aujourd'hui ministre du Budget ou Olivia Grégoire, porte-parole du gouvernement. Yaël Braun-Pivet, actuelle présidente de l'Assemblée, reprochait alors de « *brandir des peurs fondées sur la situation [...] dans d'autres pays* ». Cynisme et démagogie sont par nature à géométrie variable...

Quant au RN, si Le Pen n'écartait pas la semaine dernière de voter une telle loi, elle dénonçait quelques jours plus tard une « *diversion politique* ». En 2012, la même défendait le déremboursement de l'IVG et dénonçait ce qu'elle appelait les « *avortements de confort* ». En 2016, sa nièce appelait à supprimer les subventions au planning familial. Quant au groupe RN à l'Assemblée, on y trouve de beaux spécimens antiavortement, tels Christophe Bentz comparant l'IVG à un « *génocide de masse* », Caroline Parmentier, proche conseillère de Marine Le Pen et journaliste au journal national-catholique *Présent*, auteure de pamphlets contre l'IVG, ou Hervé de Lépinou, militant catholique pro-vie, qui a toujours combattu la loi Veil et dénoncé une « *culture de mort* »... Trois autres membres du groupe, ex eurodéputés, votaient il y a à peine un an contre une résolution visant à « *garantir l'accès universel à un avortement sûr et légal* » en Europe. « *La ligne du mouvement est très claire : nous n'avons jamais remis en cause l'accès à l'IVG* » résumait Le Pen à *France info* mercredi !

## Un combat international des femmes pour leur émancipation et celle de toute la société

Ce samedi, dans les manifestations, si certaines organisations appelaient à soutenir l'inscription de l'IVG dans la Constitution, nombre de femmes, de jeunes tenaient à prendre clairement leurs distances et dénonçaient les différentes tentatives de récupération institutionnelle.

Le droit à disposer de son corps, de choisir ou non de faire des enfants « *si je veux, quand je veux* » a été arraché par les luttes des femmes elles-mêmes, comme chacun de leurs droits démocratiques.

La légalisation de l'IVG, portée à l'Assemblée en 1974 par une ministre de droite du gouvernement Giscard, Simone Veil, est le fruit du combat acharné de dizaines de milliers de femmes. Le « *manifeste des 343 salopes* » qui déclaraient publiquement en 1971 avoir avorté illégalement, mettant leur notoriété d'avocates, écrivaines, auteures, actrices, militantes... au service de ce combat lui avait donné de l'écho. Les années 1960 avaient été des années de profonde contestation portant l'aspiration de centaines de milliers de jeunes et moins jeunes femmes et hommes à des relations humaines et sexuelles libérées de la crainte de tomber enceinte, de la morale religieuse et réactionnaire qui glorifiait la famille et la soumission des femmes. Ce combat féministe était partie prenante d'une lutte plus large pour l'émancipation, contre l'exploitation et toutes les oppressions, en particulier aux USA le mouvement noir, une lutte globale dont Mai 68 allait être un moment déterminant.

Le combat contre l'oppression des femmes, contre le machisme et le patriarcat est indissociable du combat contre le capitalisme qui instrumentalise les oppressions et les préjugés qui les « légitiment ». Ce combat ne peut se mener qu'en totale indépendance des institutions dont la fonction est au contraire la stabilité de cette société.

Il y a 200 ans, Charles Fourier, précurseur du mouvement socialiste, écrivait « *dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale* ». Rosa Luxembourg le rappelait cent ans plus tard « *La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir* ». Toute l'histoire du mouvement ouvrier l'atteste : les mouvements d'émancipation, les luttes démocratiques et sociales, ouvrières, ont toujours trouvé des femmes aux avant-postes aux côtés des hommes. C'est dans les périodes de profonds bouleversements où la classe ouvrière était à l'offensive que les droits des femmes ont réellement avancé.

Depuis des années, les réactionnaires de tous continents et de toutes religions sont à l'offensive. Le pape comparait il y a quelques années le recours à l'avortement à celui de « *tueurs à gage* », parlant d'« *eugénisme en gants blancs* »... Partout, des réseaux lobbyistes pro-life

puissants sont en croisade contre le droit à l'IVG, glorifiant la famille et la femme au foyer. La décision de la Cour suprême US est un formidable appel d'air pour tous les réactionnaires.

Mais l'électrochoc qu'il a produit entraîne en miroir des prises de conscience accélérées. Nombre de jeunes femmes, d'adolescentes et de leurs compagnons et amis, aux USA comme partout dans le monde, s'éveillent à la lutte pour leurs droits, leur vie, leur avenir. C'est aussi une nouvelle étape pour un mouvement féministe en profonde transformation, jeune, internationaliste, radical dans le sens où il lui faut revenir à la racine des choses pour comprendre et agir. Les nouvelles générations sont émancipées par la force des choses de nombre des illusions institutionnelles tant la brutalité de la marche du capitalisme leur laisse peu de place. Elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes, leur détermination, les solidarités entre opprimés pour changer les choses, transformer l'opinion, imposer les droits fondamentaux de toutes et tous, et contester l'ordre failli, rétrograde du capitalisme qui répand la guerre et l'arriération, pour construire par les luttes et en leur sein une société de coopération et de respect, affranchie de toutes les relations de domination.

*Isabelle Ufferte*